

Accord national interprofessionnel

RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES

(Accord du 8 décembre 1961)

(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)

*(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)*

ACCORD DU 17 MARS 2009
RELATIF À LA DÉLIBÉRATION 27 B
NOR : ASET0950463M

*Possibilité d'acquisition de points par les ex-mandataires sociaux
indemnisés par la GSC au titre des périodes de privation
d'emploi*

La commission paritaire, constatant que les mandataires sociaux ne peuvent bénéficier de l'attribution de points en cas de privation d'emploi, en vertu de l'article 23 de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961, instituée, par la présente délibération, la possibilité pour ceux qui sont indemnisés par la GSC (garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise) d'acquérir des points au titre des périodes de privation d'emploi dans les conditions définies ci-après.

Pour bénéficier de la présente délibération, les ex-mandataires sociaux doivent, à la date de cessation du contrat de mandat, participer à une institution membre de l'ARRCO.

Les intéressés sont autorisés à acquérir des droits pendant les périodes de privation d'emploi dans la limite globale de 1 année et, en tout état de cause, sans pouvoir dépasser la date à laquelle les conditions, pour percevoir une retraite à taux plein, sont remplies.

Le nombre de points est égal à celui qui serait obtenu par application de l'article 22 de l'annexe A au présent accord en prenant en compte le taux contractuel de cotisation de 6 %.

Les cotisations dues sont égales au produit du nombre de points ainsi déterminé par le salaire de référence de l'année à laquelle se rapportent les points inscrits, puis affectées du pourcentage d'appel alors en vigueur.

La demande de versement de cotisations doit être présentée à l'institution au plus tard le 31 décembre de l'année civile qui suit celle à laquelle elle se rapporte.

Le versement de la somme dont il s'agit doit être opéré aux échéances fixées par les institutions et au plus tard le 31 mars de la deuxième année civile qui suit celle à laquelle il se rapporte.

Si le paiement cesse, il ne peut plus y avoir reprise du versement de cotisations au titre de la même période de privation d'emploi.

Fait à Paris, le 17 mars 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CGPME ;
UPA ;
MEDEF.

Syndicats de salariés :

CGT ;
CFE-CGC ;
CFTC ;
CFDT ;
CGT-FO.